

18 juillet 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-nigériennes, les Français résidant au Niger, le crash du vol Malaysian Airlines sur le sol ukrainien et sur la lutte contre le terrorisme, à Niamey le 18 juillet 2014.

Madame la ministre,
Monsieur le ministre,
Monsieur l'ambassadeur,
Monsieur le député,
Mesdames, Messieurs,

Je tenais à vous rencontrer à l'occasion de cette visite d'Etat au Niger. C'est une visite qui s'inscrit dans un déplacement plus large puisque j'étais hier en Côte d'Ivoire et que je serai demain au Tchad. C'est vrai que les questions de sécurité, de défense vont être particulièrement brûlantes. Mais je souhaitais aussi que l'on puisse insister sur celles concernant le développement, la lutte contre les inégalités, contre la pauvreté. Mais également, les dimensions liées à la lutte contre le réchauffement climatique puisque la France va bientôt organiser une conférence, quand je dis bientôt, c'est à la fin de l'année prochaine.

Vous avez souhaité vivre ici, au Niger, pour de multiples raisons. Soit parce que, pour un certain nombre d'entre vous, vous en étiez originaires, soit parce que vous y êtes venus dans le cadre d'activités économiques, soit parce que vous y êtes fonctionnaires, fonctionnaires civils ou fonctionnaires militaires. Mais vous aimez le Niger.

Vous aimez le Niger parce que c'est un pays qui mérite d'être soutenu, accompagné, appuyé. C'est l'un des pays les plus pauvres de la planète, c'est un pays qui fait un effort pour son propre développement, malgré une croissance démographique difficilement soutenable. C'est un pays qui a fait confiance à la France, en de multiples circonstances. C'est un pays ami. C'est un pays aussi menacé. Menacé sur ses frontières, menacé y compris lorsque des groupes terroristes viennent faire des actions et parfois enlever nos propres compatriotes. Quatre l'avaient été à Arlit. Quatre salariés de Vinci et d'Areva dont nous n'avons pu obtenir la libération que trois ans après leur enlèvement. Je veux d'ailleurs remercier le Président ISSOUFOU, parce qu'il a joué un rôle dans cette médiation.

Je sais aussi que deux Français avaient été enlevés et, hélas, tués. Nous avons dans notre esprit, encore, la mémoire de ces événements. Je sais que les familles de Monsieur DE LEOCOUR et de Monsieur DELORY sont encore en demande d'avoir toute la vérité sur ce qui s'est produit. Comme ces événements ont eu lieu, vous-même, vous êtes parfois inquiets des conditions de votre vie ici. Non pas de par les Nigériens, qui sont des amis et qui nous ont encore témoigné tout le long de cette visite leur affection, et je sais qu'il en est de même dans les relations que vous pouvez avoir avec les Nigériens, mais parce qu'il y a des groupes, parce qu'il y a ces menaces, parce qu'il y a ces défis.

Le défi pour le Niger c'est de lutter contre tout ce qui, à ses frontières, peut le menacer. Et il y en a des défis et des menaces. Quand nous regardons le sud de la Libye, c'est-à-dire le Nord du

Niger, il y a ces éléments terroristes qui se sont rassemblés, qui accumulent des armes, qui sont des refuges pour des groupes, ceux qui ont pu combattre au Mali et qui, également, agitent l'ensemble libyen, parfois, le destabilisent. Et puis il y a d'autres menaces, toujours au Mali. Elles n'ont pas complètement disparu, la preuve, il y a eu encore c'était le 14 juillet un sous-officier français qui a été lâchement tué dans un attentat suicide. Et puis il y a la menace de Boko Haram. Boko Haram, aujourd'hui même, a lancé une opération particulièrement brutale, comme toujours. Il s'agissait d'une attaque qui a fait plusieurs dizaines de morts. Boko Haram, cette même organisation qui avait enlevé les jeunes filles dont on ne sait pas exactement ce qu'elles sont devenues, même si certaines, très peu, se sont libérées. Pour que le Niger puisse vivre en pleine indépendance, en pleine souveraineté, en sécurité, nous avons fait en sorte de mener une formation, un accompagnement, une présence. Il y a des militaires français qui sont ici. Je suis allé à leur rencontre. Ils m'ont présenté l'ensemble de leur matériel, particulièrement efficaces pour la surveillance, le renseignement, les capacités qu'ils peuvent offrir pour une action. Et il y a 300 militaires français qui sont présents au Niger. Nous allons restructurer notre présence dans l'ensemble de l'Ouest de l'Afrique. Ce sera l'opération Barkhane que je suis venu, en fait, préparer, pour ne pas dire, installer. Et le Niger aura un rôle particulier à jouer dans cette opération.

Donc nous sommes là pour soutenir le Niger dans cette dimension sécuritaire mais nous sommes surtout là pour l'aider dans son propre développement. Avec le Président ISSOUFOU, nous avons signé des conventions ce matin, portant sur à peu près 75 millions d'euros. Le Niger est l'un des pays que nous aidons le plus, pour toutes les raisons que j'ai indiquées. Pays ami, pays pauvre, pays attachant, pays qui fait des efforts. Avec les moyens qui sont mis à la disposition du Niger, notamment par l'Agence Française du Développement, il y a tous ces investissements qui se font, et vous le savez bien puisque vous en êtes pour beaucoup les animateurs. Dans le domaine de l'énergie, dans le domaine de l'eau, dans le domaine, également, de la nutrition. Nous avons visité une entreprise, cet après-midi, qui fabrique des produits pour les enfants particulièrement mal-nutris. Nous avons eu aussi une visite chez Véolia, pour l'eau. Nous avons aussi un lien particulier avec le Niger, à travers Areva. Puisqu'Areva extrait l'uranium, qui nous sert pour le nucléaire, et nous avons fait en sorte qu'il y ait un accord équilibré entre Areva et le Niger. Car si nous avons la chance de pouvoir disposer de l'uranium, il est légitime qu'il puisse y avoir un retour pour le Niger. Un retour par la fiscalité, un retour par les investissements directs d'Areva. Et je veux ici saluer les dirigeants qui ont fait en sorte de trouver ce compromis. Et puis il y a d'autres entreprises : BOLLORE, qui va faire un train, qui a commencé à le faire, puisqu'on voit les premiers rails, au milieu de la route.

C'est toujours un peu particulier mais il faut bien que le train passe quelque part. On me dit qu'il avance, grâce d'ailleurs à des entreprises nigériennes, grâce, aussi, à des entreprises françaises. Et ce sera un projet qui dépassera, par définition, le cadre du Niger puisqu'il a vocation à partir d'Abidjan et à faire retour sur Cotonou. Je sais que dès la fin de l'année, il atteindra Dosso. Il y a eu des promesses qui ont été faites. Il y a déjà une première tranche.

C'est ce que Monsieur Boloré a promis. Ce que Monsieur BOLLORE va faire c'est un investissement, sans que cela coûte d'ailleurs le moindre centime à l'Etat, ce qui est d'ailleurs un très bon investissement quand on arrive à cette performance. Mais je pense que toutes ces entreprises qui viennent, qui commencent à comprendre que le Niger se développe, ces entreprises rendent service au Niger et à la France. Et je veux, ici, les en remercier.

Et puis merci à vous, aussi, qui êtes dans le secteur de l'administration, l'ambassade, le consulat, dans le secteur, aussi, de l'éducation, même si l'on m'a dit que les enseignants étaient partis en vacances, ce qui me paraît possible comme hypothèse compte tenu de la date. Mais je veux les saluer, ces enseignants, parce qu'ils font beaucoup pour que les ressortissants français puissent avoir leurs enfants scolarisés, pour que d'autres Nigériens puissent faire confiance à la France, pour que la Francophonie puisse se développer. Il y a aussi tout ce qui a trait au développement culturel, à la Francophonie. La Ministre y veille particulièrement. Donc, tout cela fait que vous êtes présents. On ne me donne pas le chiffre exact parce que le chiffre n'est pas connu. Est-ce

que c'est 1 500 ? Est-ce que c'est 2 000 ? Peut-être moins, peut-être plus. Mais qu'importe. Ce qui compte, ce n'est pas forcément ceux qui sont inscrits, c'est ceux qui viennent, qui restent et qui aiment le Niger tout en servant la France. Je voulais, à travers cette visite, donner un coup de chapeau à tous ces Français qui, comme vous, font en sorte que la France puisse être aimée. Parce que pour qu'elle soit aimée, d'abord il faut qu'elle s'aime elle-même, ce qui est un bon principe. Il faut s'aimer soit-même avant de penser qu'on peut être aimé par d'autres. Si on commence à douter de soi, il est rare que l'on crée un sentiment immédiat, il faut être plus démonstratif. Mais pour être aimé des autres, il faut être capable de montrer ce qu'il y a de meilleur en la France. C'est-à-dire à la fois sa culture, sa langue, sa tradition, son histoire. Et ici nous avons une. Ce qu'il y a de meilleur à travers ses produits, à travers ses fabrications, sa technologie, sa recherche. Ce qu'il y a de meilleur à travers ses entreprises, donc ses entrepreneurs, ses salariés. Ce qu'il y a de meilleur aussi à travers ce que nous pouvons offrir comme protection, comme défense, sans que nous ayons à soumettre les pays avec lesquels nous avons justement un partenariat. Parce que nous regardons toujours avec équilibre, avec respect, ceux qui, comme en Afrique de l'Ouest, nous permettent avec eux d'assurer non seulement leur protection, mais aussi la nôtre. Parce que toute menace en Afrique est une menace à l'égard de l'Europe et une menace à l'égard de la France. Voilà pourquoi je voulais vous remercier, vous saluer et vous exprimer notre reconnaissance.

Ce long voyage 3 jours, puisque je resterai 3 jours et 2 nuits en Afrique de l'Ouest c'est beaucoup dans un agenda, et en même temps c'est encore trop peu. En Côte d'Ivoire, on me demandait de rester une semaine, j'ai résisté. Ici on me demanderait peut-être de rester 2 semaines, compte tenu de l'ampleur des sujets. Et au Tchad, je ne sais pas, peut-être plus longtemps encore. Mais ce voyage aurait été celui d'un bonheur parfait s'il n'y avait eu, comme vous l'avez-vous-même appris, une tragédie. Un avion qui explose pour une raison encore inconnue, mais que nous devons connaître parce que c'est un drame tel, sur une zone dont on savait qu'elle était déjà tourmentée, que nous devons avoir toute la vérité sur les causes de cette catastrophe et les responsables. C'est pourquoi la France, la première, avec d'autres heureusement, a demandé une enquête internationale. Le Conseil de sécurité vient de prendre également cette décision. Dans les jours qui viennent, on en saura donc davantage. Et puis ensuite, il y aura, je l'ai dit, des conclusions à tirer.

Tout au long de ce voyage, on m'a demandé dès lors que la tragédie était connue, s'il y avait des Français. J'ai répondu : il y a 298 victimes, 298. Et ces victimes ont un nom, un visage, et une nationalité. Nous sommes solidaires de toutes les victimes, de toutes les familles de victimes. Alors il se trouve qu'il n'y avait pas de Français dans l'avion. Il y aurait pu en avoir. Un moment je l'ai craint parce qu'il y avait eu plusieurs Français qui avaient été enregistrés par KLM. On n'avait pas la liste. Imaginez-vous les craintes de beaucoup de familles, là encore de toutes nationalités. Tout au long de ces dernières heures, je ne pouvais même pas confirmer qu'il n'y avait pas de Français parce qu'il y avait encore un cas qui restait mystérieux. Finalement nous connaissons la nouvelle : 298 victimes, pas de Français mais 298 victimes ! Et comme je vous le dis ici, je ne fais pas de différence parce que toutes ces victimes méritent toute notre solidarité. Nous devons lutter contre toutes les craintes que beaucoup peuvent avoir par rapport à des conflits en cours et qui ont des conséquences. Un conflit n'est plus localisé. Au Mali, la menace terroriste, je l'ai dit, pouvait nous concerner, elle nous concernait, pas simplement les ressortissants français, ici, dans la grande région non. Ces terroristes voulaient aller jusqu'à Bamako. Ils auraient pu aller jusqu'à Niamey. Ces terroristes, ils avaient, ils ont encore une visée qui est bien plus longue, c'est-à-dire aller jusqu'au bout de leur déstabilisation, au-delà même de l'Afrique. Regardez ce qui se passe en Syrie, en Irak, là aussi 180 000 morts, 180 000 morts depuis 3 ans. On pourrait se dire, ça ne concerne que la population qui vit là-bas. Bien sûr elle est obligée pour une partie de fuir, alors elle va au Liban, en Jordanie, mais à un moment, elle va aussi jusqu'à nous, nous sommes concernés. Et puis nous nous apercevons qu'il y a des jeunes qui vivent en France, parfois des Français qui pour des raisons inexplicables partent de France pour aller livrer un Jihad. Mille ont été ou sont encore en Syrie pour combattre, avec le risque qu'en revenant ils viennent importer en France les formes de criminalité qu'ils ont pu voir ou

qu'en revenant ils viennent importer en France les formes de criminalité qu'ils ont pu voir ou même exercer en Syrie ou en Irak. Donc nous sommes tous concernés et lorsque, aujourd'hui-même, il y a une crise, une intervention d'Israël à Gaza après les tirs de roquettes de Gaza vers Israël, on pourrait se dire mais cela ne concerne que le Proche-Orient. Cela ne devrait concerner que le Proche-Orient, mais ça nous concerne tous et depuis trop longtemps, cette situation qui existe en Palestine et cette menace sur la sécurité d'Israël, les réponses d'Israël avec des risques, on le voit, et pas simplement des risques, des conséquences sur la population civile palestinienne. Là aussi, nous devons éviter que soit importé un conflit en France.

La France, ce n'est pas simplement les Français qui vivent en France, ce sont les Français qui vivent partout dans le monde. Nous sommes la même communauté nationale où que nous vivions. Nous sommes Français, c'est-à-dire que nous portons les mêmes valeurs, les mêmes espérances. Nous avons les mêmes principes de vie et nous sommes conscients que nous portons un destin qui nous dépasse parce que c'est la France et parce que nous sommes Français.

Merci d'être français ici au Niger et de faire prévaloir les valeurs, les principes et les beaux produits de la France. Merci.